



Votre contrat

Construction BATISSUR

Vos références

Contrat : 11065560404

Client : 0776155820

COMABAT
COMPAGNIE MARTIN BATIMENT
32 CITE DILLON
LES FLAMBOYANTS - SQUADRA A
97200 FORT DE FRANCE

ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

COMABAT

32 CITE DILLON

LES FLAMBOYANTS - SQUADRA A

97200 FORT DE FRANCE

SIREN : 333 882 058 00030

Est bénéficiaire des garanties d'un contrat d'assurance n° 11065560404 pour la période du 01/01/2025 au 01/01/2026.

Assurance de responsabilité décennale obligatoire

1- Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : activités rappelées au paragraphe « Activités souscrites » ci-après.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000 euros**. Cette somme est portée à **40 000 000** d'euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré et comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 10 millions d'euros pour les lots structure et gros œuvre et 6 millions d'euros pour les autres lots.
- Aux travaux, produits, procédés de construction suivants :
 - Pour des travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P (1)
 - Pour des procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P
 - Pour des procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com)

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.



2- La garantie de responsabilité décennale obligatoire

- Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

- Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances. (*)

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

(*) Par dérogation, le montant de la garantie hors habitation couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

- Durée et maintien des garanties :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3-Autres garanties souscrites dans les limites et conditions du contrat auquel elles se réfèrent

Les garanties ci-dessous s'entendent dans les mêmes limites que celles visées au paragraphe 1 :

- Dommages matériels accidentels en cours de chantier lorsqu'ils surviennent entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration du contrat et entre la date d'ouverture du chantier et celle de la réception.
Par dérogation à la seule limitation en montant de chantier visé au paragraphe 1, et pour les seuls travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire, cette garantie s'applique aux marchés de l'assuré dont le montant définitif HT n'est pas supérieur à celui défini ci-après et relatif aux travaux non soumis à l'assurance obligatoire.
- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception et est gérée selon le régime de la capitalisation.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2025 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour :

- Bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire.
- Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception.



- Responsabilité pour dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs.
- Responsabilité pour dommages matériels aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement.
- Responsabilité pour non-conformité à la réglementation thermique 2012.
- Responsabilité pour dommages immatériels consécutifs résultant d'un dommage garanti ci-dessus et survenant après réception.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, travaux, produits et procédés de technique courante, visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2025 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour :

- Responsabilité civile de l'entreprise avant ou après réception des travaux.

La responsabilité civile de l'entreprise comprend la garantie « Participation à un groupement d'entreprises ». Celle-ci s'entend après réception, dans la limite de l'étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1 et

- Pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance : aux opérations dont le coût total prévisionnel de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15 000 000 d'euros.

Activités souscrites

1. Contractant général (activité exercée uniquement en France Métropolitaine).

Par Contractant Général on entend l'entreprise qui contracte **seul** avec le Maître d'Ouvrage, pour la maîtrise d'œuvre et l'exécution totale des travaux de **Bâtiment** réalisés en France Métropolitaine. Dans le cadre de son marché le Contractant Général assume tout ou partie de la maîtrise d'œuvre, la réalisation des travaux étant sous traitée en tout ou partie à des intervenants dûment assurés en Responsabilité Civile Décennale (capitalisation) et Responsabilité Civile.

Au titre de cette activité il est précisé que l'Assuré sous-traitant tout ou partie de ses missions, la garantie s'applique à la responsabilité Civile de l'Assuré au cas où elle serait recherchée par suite de dommages causés par ses sous-traitants à l'occasion de l'exécution des prestations effectuées pour le compte de l'Assuré.

La présente assurance ne couvre pas la responsabilité personnelle des sous- traitants.

L'Assuré déclare n'avoir renoncé et s'engage à ne renoncer à aucun recours contre qui que ce soit.

L'Assuré s'engage à demander et à contrôler la validité des attestations pour chaque marché de sous-traitance passé.

Il est précisé qu'en cas de non-respect de cette condition il serait fait application en cas de sinistre d'une franchise triplée.

2. Entreprise générale Tous Corps d'Etat de Bâtiment (conservant la maîtrise d'œuvre d'exécution).

Entreprise en charge de la réalisation tous corps d'état d'un projet de construction.

Elle réalise ou sous-traite tout ou partie des travaux et assure l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des sous-traitants.

Elle n'assume pas la maîtrise d'œuvre du chantier (conception)



3. Intervention en corps d'état séparés pour les lots suivants :

- Maçonnerie et béton armé :
Réalisation, transformation de murs et d'ossatures porteurs d'immeubles comportant plus de 6 niveaux dont 2 maximum en sous-sol,

Sauf activité suivante :

- **Dallages industriels ou assimilés de superficie supérieure à 1000 m²**
 - **Sols coulés et chapes à base de liant ou de résine de synthèse**
 - **Maçonnerie de réservoirs, piscines, silos et ouvrages contenant**
- Béton précontraint in situ
 - Charpente et structure en bois

Sauf activité suivante :

- **Charpente et structure bois dont la portée entre appuis est supérieure à 25 mètres**
- Charpente et structure métallique

Sauf activité suivante :

- **Charpente et structure métallique dont la portée entre appuis est supérieure à 35 mètres**
 - **Structure métallique tridimensionnelle**
 - **Montage levage pour le compte d'autrui**
- Construction à ossature bois

Sauf activité suivante :

- **Cette activité ne comprend pas les travaux de traitement curatif des bois,**
- **Construction modulaire en bois,**
- **Bâtiment supérieur à R+1, ***
- **Surélévation,**
- **Bois empilés, fustes**

* Dispositions particulières concernant l'exclusion de bâtiment supérieur à R+ 1 en construction à ossature bois :

Par dérogation partielle à l'exclusion sur la réalisation des constructions de bâtiment supérieur à R + 1, sont couverts les constructions à ossature bois d'un seul niveau mais sur des niveaux sous-jacents en structure béton et/ou métallique, ou jusqu'à R + 3 en ossature bois à la condition qu'une mission de conception et de suivi de travaux soit confiée à un bureau d'étude indépendant, spécialisé et dûment assuré en construction à ossature bois.

- Couverture

Sauf activité suivante :

- **Pose de capteurs solaires**
- Menuiseries extérieures
 - Bardages de façades
 - Façades rideaux

Sauf activité suivante :

- **Utilisation de techniques de VEC (Vitrages Extérieurs Collés),**
- **Utilisation de techniques de VEFA (Vitrages Extérieurs attachés ou agrafés)**



- Revêtements de façades attachés, agrafés ou collés,
 - Serrurerie – Métallerie
 - Peinture décorative intérieure et extérieure
4. **Maître d'œuvre** tant de conception que d'exécution pour les ouvrages de bâtiment (uniquement en interne)
5. **Location de matériel BTP** (uniquement en responsabilité civile) conformément aux dispositions du paragraphe 3.2.3 des conditions générales Réf.970639.
6. **Stockage et négoce de matériaux en l'état ou recyclés, recyclage, traitement et valorisation des déchets issus des activités bâtiment** (uniquement en responsabilité civile)



Montants des garanties et des franchises

Garanties	Montant de la garantie	Montant de la franchise par sinistre
DOMMAGES AFFECTANT LES OUVRAGES ET TRAVAUX		
Dommages en cours de chantier -		
● Effondrement des ouvrages	3 000 000 € par sinistre	10.000 €
● Autres dommages matériels aux ouvrages	1.000.000 € par sinistre pour l'ensemble des garanties souscrites	
● Dommages matériels aux matériaux sur chantier		
● Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires		
● Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle		
● Catastrophes naturelles		Franchise légale (2)
● Vol et tentative de vol de matériaux incorporés à l'ouvrage GARANTIE NON SOUSCRITE	GARANTIE NON SOUSCRITE	GARANTIE NON SOUSCRITE
Dommages de nature décennale		
● Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire	A hauteur du coût des réparations (1)	10.000 €
● Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale	10.000.000 € par sinistre	
● Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas d'atteinte à la solidité	GARANTIE NON SOUSCRITE	GARANTIE NON SOUSCRITE
Garanties complémentaires après réception		
	8.000.000 € par année d'assurance sans pouvoir excéder :	10.000 €
● Garantie de bon fonctionnement	3.000.000 € par année	
● Responsabilité pour dommages matériels aux existants	1.000.000 € par année	
● Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire	2.000.000 € par année	
● Responsabilité pour dommages matériels aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement d'ouvrage	1.000.000 € par année	
● Dommages matériels aux éléments d'équipements à usage exclusivement professionnel et Dommages immatériels consécutifs	1.000.000 € par année	
● Dommages matériels après réception affectant les éléments d'équipements non destinés à fonctionner	1.000.000 € par année	
● Responsabilité pour non-conformités à la RT2012	500.000 € par sinistre et 1.000.000 € par année	



Garanties	Montant de la garantie	Montant de la franchise par sinistre
RESPONSABILITE CIVILE DE L'ENTREPRISE		
Responsabilité Civile de base et ses garanties complémentaires		
● Tous dommages matériels et corporels	15.000.000 € par sinistre	10.000 €
- Dont Dommages matériels	15.000.000 € par sinistre	
- Dont Dommages de pollution	1.500.000 € par sinistre et par année	
- Dont Faute inexcusable	4 000 000 € par année	
- Dont dommages causés par l'amiante	1.000.000 € par sinistre et par année	
● Défense recours	20.000 € par litige	3.000 €
Extensions spécifiques RC		
● Frais financiers en cas de référé-provision	5.000.000 €par sinistre pour l'ensemble des garanties souscrites dont dommages immatériels consécutifs pour les garanties « après réception de l'ouvrage ou des travaux	10.000 €
● Mise en conformité des ouvrages avec les règles de l'urbanisme et erreur d'implantation		
● Mission de pilotage / mandataire commun, hors conséquences de la solidarité		
● Négoce et vente accessoire de matériaux de construction		
● Location de matériels et d'engins de chantier		
● Membre d'un groupement solidaire et/ou mandataire solidaire, pour tous dommages matériels	1.500.000 € par sinistre et 3.000.000 € par année	
Dommages Immatériels consécutifs ou non consécutifs à la "Responsabilité civile de l'entreprise"		
● Dommages immatériels avant ou après réception	5.000.000 € par sinistre	10.000 €
PROTECTION JURIDIQUE		
● Protection juridique	GARANTIE NON SOUSCRITE	

- (1) Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat Collectif de responsabilité décennale (CCRD)
 (2) La franchise applicable par sinistre à la garantie de l'article 2.6 des Conditions Générales est égale au montant fixé par la loi et ses textes subséquents sur les catastrophes naturelles.

Toutefois, il sera appliqué la franchise prévue au tableau précédent, si celle-ci est supérieure à ce montant.

Les montants de garanties et franchises sont indexées selon l'indice BT01, conformément aux articles 4.3.4 et 4.4.2 des conditions générales, et seront revalorisés au 1er juillet de chaque année.

La valeur de l'indice BT01 au 01/07/2022 est de 127,70.

Après indexation, aucun montant de garantie prévu par le présent contrat ne pourra excéder 15.250.000 euros.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

POUR LA COMPAGNIE

Nanterre le 08/01/2025

Mathieu GODART
 Directeur Général Délégué d'AXA France